

805 LN 16 3 / 4

4523

(1939).

A

MAINTIEN DE L'AFFILIATION
AUX CAISSES DE PREVOYANCE EN CAS DE MUTATION D'OFFICE.

Note du Service central du (Directeurs de l'Exploitation des Régions
Personnel du 14.3.39 aux:)Directeurs des services centraux

Maintien de l'affiliation aux Caisses de Prevoyance
en cas de mutation d'office.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

1061 C/39

Paris, le 13 avril 1939.

MM. les Directeurs de l'Exploitation des Régions,
MM. les Directeurs des Services Centraux,

Les agents des anciens Réseaux de l'Est et du P.O.-Midi, qui sont affiliés aux Caisses de Prévoyance de ces Réseaux peuvent, s'ils le désirent, conserver le bénéfice de cette affiliation s'ils sont mutés d'office dans d'autres Régions ou dans l'un des Services Centraux de la S.N.C.F.

Par ailleurs, la situation des agents de l'ancien Réseau d'Alsace-Lorraine, mutés hors de ce Réseau, est réglée par cas d'espèce en tenant compte du régime particulier auquel sont soumis les intéressés.

Chaque Région doit donc assurer, à ces agents et à leurs ayants-droits (1), le bénéfice des avantages que leur affiliation leur confère, tout en les astreignant, suivant ses usages propres et son organisation médicale, à un contrôle sérieux aussi bien pour la matérialité des prestations que pour leur bien-fondé.

Il est de toute nécessité que la situation des agents en cause soit suivie avec une attention particulière par les Services Régionaux ou Centraux, les Chefs d'Arrondissement des Régions et les Services Médicaux. A cet effet, les diverses Caisses feront parvenir aux Services Centraux et aux Régions autres que celles où elles exercent normalement leur action, la liste nominative des agents affiliés, en joignant, pour chacun d'eux, une fiche sur laquelle seront résumés les droits et avantages auxquels ils peuvent prétendre, du fait de leur affiliation à la Caisse dont ils sont adhérents, ainsi que leurs obligations (notamment le précompte de la cotisation).

Cette fiche sera, à la diligence des Services Centraux et des Régions, insérée dans le dossier de chacun des intéressés, de manière qu'en cas de mutation, l'Arrondissement ou le Service preneur puisse être renseigné immédiatement sur la situation de l'agent.

La Caisse devra être avertie sans délai, par le Service cédant, de chaque mutation l'intéressant; elle devra tenir un contrôle individuel, par Région, de ces mutations.

(1) - Pour les affiliés à la Caisse de Prévoyance du Sud-Ouest et à la Caisse de Maladie de l'ancien Réseau d'Alsace-Lorraine.

Toutes les questions qui pourraient se poser devront être traitées par les Régions, directement avec l'administration des diverses Caisses dont le Siège est indiqué ci-après :

- a) Caisse de Prévoyance de la Région de l'Est,
21, 23, rue d'Alsace - Paris 10è -
- b) Caisse de Prévoyance de la Région du Sud-Ouest,
54 bis, rue Amédée St-Germain - Bordeaux -
- c) Caisse de Maladie de l'ancien Réseau d'Alsace-Lorraine,
3, Boulevard du Président Wilson - Strasbourg -

Les imprimés spéciaux d'ordre administratif ou comptable utilisés par elles doivent être demandés directement aux Caisses intéressées.

Les Régions devront indiquer mensuellement aux diverses Caisses, le montant des retenues opérées sur les traitements de chacun des agents cotisants et qui sont portées au crédit de chacune d'elles.

Les dépenses correspondant aux prestations servies seront imputées comme suit :

- a) celles qui correspondent à des prestations d'ordre non médical (solde de maladie, secours normaux exceptionnels, viagers ou temporaires, allocations de naissance, de fin de carrière, de décès, frais de séjour en maison de repos ou camps de vacances, etc...) seront remboursées à la Région ou aux Services Centraux par la Caisse de Prévoyance pour la totalité de la part lui incombant ;
- b) celles qui correspondent à des prestations d'ordre médical (soins de médecine générale et spéciale, fourniture de médicaments et d'appareils, frais de couches laborieuses, frais d'extractions dentaires et de dentiers, traitement dans les hôpitaux, cliniques, sanatoria, preventoria, cures thermales, balnéaires, ou de convalescence, etc...) seront remboursées forfaitairement. A cet effet, la Caisse intéressée créditera la Région, pour chacun des agents cotisants rattachés à cette Région, d'une somme égale à la dépense moyenne annuelle de même nature effectuée par la Caisse pour un cotisant de sa propre Région.

Ces mesures entreront en vigueur le 1^{er} mai 1939.

Le Directeur du Service Central du Personnel,

R. BARTH.